

Intervention de Christian COAIL - Rapport 1.1
Compte administratif 2018
DM1 – 15 juillet 2019

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Vice-présidents, Mes chers collègues,

Il y a un an, lors de la séance du 25 juin 2018, le groupe socialiste et républicain s'est associé à la motion que votre majorité nous a proposée, pour refuser le contrat proposé par l'Etat visant à contenir les dépenses de fonctionnement du département à 1,2% sur les années 2018, 2019 et 2020.

Notre position était motivée par le fait qu'après la baisse de la DGF qui a privé le Département de 32 M€ de recettes entre 2014 et 2017, la contribution demandée à l'effort de redressement des comptes publics était, à notre sens, réalisée

et qu'en conséquence il n'y avait lieu de nous demander des efforts supplémentaires et ce d'autant que l'Etat, lui-même, ne s'imposait pas un tel effort.

A l'examen du compte administratif 2018, et de ce que vous nous avez annoncé en commission de service public, nous ne pouvons néanmoins que constater que l'Etat a eu raison de nous imposer ce régime draconien, puisque nos dépenses de fonctionnement ne progressent, au bout du compte, que de 0,12% au lieu des 1,2% demandés.

Autant vous dire que nous ne sommes pas satisfait de ce constat car cela nous prive d'une possibilité d'action de 7M€ supplémentaires, qui aurait permis de répondre à l'urgence sociale prégnante et à l'investissement dont le département a tant besoin.

Venir se plaindre que l'Etat nous serre la ceinture et y rajouter un cran supplémentaire alors que ce n'est pas demandé est pour le moins surprenant et je tenais à le dire en introduction de mon propos.

S'agissant du budget du département et du compte administratif qui nous est présenté, j'observe, Monsieur le Président, une évolution de votre vocabulaire.

Au début de votre mandat, vous parliez de relancer l'investissement, quand notre majorité faisait 100M€ d'investissements en moyenne lors de la mandature précédente.

En septembre 2017, vous évoquiez 100M€ pour 2018. Cependant, devant votre incapacité à le faire, vous adoptez un nouveau terme : « **haut niveau d'investissement** » que l'investissement baisse ou augmente. Ainsi, lors du budget primitif de cette année vous avez annoncé un budget d'investissement de 80M€, en diminution de 5M€ par rapport au budget primitif 2018. Et pourtant, c'est selon vous, un haut niveau d'investissement. 82M€ d'investissements en moyenne depuis 4 ans que vous êtes là, c'est aussi, selon vous, un haut niveau d'investissement.

Telle n'est pas notre conception des choses et c'est ce qui nous a amené au budget primitif à vous proposer un budget alternatif de 10M€ d'investissements supplémentaires, faisant ainsi passer l'investissement de la collectivité de 80 à 90 M€.

« Jeu télévisé, la roue de la fortune ou qui veut gagner des millions, dixit Monsieur Chevalier », les expressions n'ont pas manqué dans votre majorité pour qualifier ce qui, somme toute, n'était qu'une proposition.

Si des regards se sont levés au ciel dans l'assistance pour implorer on ne sait quelle madone, votre vice-président aux finances, Romain Boutron, y est aussi allé de son couplet : « certains, (c'est nous), certains affichent des recettes fictives 5M€ de DMTO supplémentaires, pourquoi pas 20 ? ».

Qu'en est il exactement ?

Ce budget alternatif de 10 M€ était, je le rappelle, financé par :

- 5 M€ de DMTO supplémentaires, car nous estimions qu'en inscrivant 70 M€, vous aviez sous estimé celles-ci puisque les recettes étaient annoncées à 78 M€ et qu'elles sont à 81M€ au final.

C'est drôle, mais nous constatons que notre analyse était fondée puisque vous allez nous proposer dans quelques instants d'en rajouter non pas 5 M€, mais 7 M€. Ce qui est tout aussi drôle, c'est que les 5 M€ restant provenaient pour 3,5 M€ de la recette SFR et du reliquat de contrat de territoire de première génération.

Recettes fictives ? Il semblerait que non puisque 4 M€ de recettes supplémentaires vont être proposées en provenance de SFR et que le reliquat des contrats de territoires est réel.

Contrairement à vos dires, ce budget alternatif est donc parfaitement financé, il n'est pas fictif.

Ce budget alternatif que nous avons présenté en janvier est, sinon visionnaire du moins anticipateur, tant par son financement que par son contenu axé sur la transition énergétique

Comme nous avons indiqué que nous l'amenderions après avoir constaté le résultat au compte administratif et les disponibilités supplémentaires, j'ai le plaisir de vous annoncer que nous augmentons notre budget alternatif en le faisant

passer de 10 à 13 M€ . Nous proposons ainsi que le budget d'investissement du département augmente et passe à 93 M€.

Bien entendu, nos collègues dans leurs interventions, préciseront l'affectation de cette somme supplémentaire et je préciserai, le moment venu, son financement qui n'aura rien de fictif, soyez en assurés.